

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14
Dossier n° 11.5.2/21_2019

Lausanne, le 11 juin 2019

Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 15 mai 2019 (1C_435/2018)

Pas d'indemnisation pour les propriétaires de biens fonciers voisins d'un centre pour requérants d'asile

Les immissions d'un centre pour requérants d'asile du canton de Saint-Gall n'atteignent pas une intensité permettant de fonder un droit à une indemnité pour expropriation des propriétaires voisins. Les atteintes matérielles et immatérielles dont ceux-ci se prévalent ne sont certes pas insignifiantes, mais elles ne dépassent pas le seuil du tolérable.

Le bâtiment se trouve en zone agricole d'une commune saint-galloise. Un centre pour requérants d'asile a été exploité de février 2016 à fin 2018 (depuis 2019, il s'agit d'un centre de départ et d'aide d'urgence) dans une ancienne école située de l'autre côté de la route. En 2016, les propriétaires de la maison voisine ont requis une indemnité pour expropriation des droits de voisinage en raison d'atteintes alléguées matérielles (entre autres: bruit nocturne, augmentation du trafic, pénétrations sur leurs biens-fonds, déchets, odeurs de cuisine) et immatérielles (entre autres : requérants d'asile « rôdant » alentour, diminution de leur sphère privée) qu'aurait générées l'exploitation du centre. La Commission d'estimation a rejeté la requête, ce qui a été confirmé par le Tribunal administratif du canton de Saint-Gall.

Le Tribunal fédéral rejette le recours des propriétaires. Un droit à indemnité pour expropriation des droits civils en raison des immissions dues à l'exploitation d'un bâtiment public tel que le centre pour requérants d'asile suppose entre autres que ces propriétaires se trouvent dans une situation particulière (condition de la « spécialité »).

Cette condition est remplie lorsque les immissions atteignent une intensité qui dépasse le seuil de l'ordinaire et de l'acceptable. Les atteintes immatérielles — comme celles qui heurtent le ressenti psychique ou causent une sensation psychique incommode telle que la peur — peuvent être excessives lorsqu'elles provoquent, d'un point de vue objectif, une importante gêne continue.

En l'espèce, il est établi que l'exploitation du centre pour requérants d'asile a impliqué certaines atteintes matérielles (*l'exploitation actuelle du centre de retour et d'aide d'urgence ne fait pas l'objet de la procédure*). Comme l'admettent aussi les intéressés, la direction du centre pour requérants d'asile et l'Office des migrations ont pris des mesures pour contenir ces immissions. Il n'est ni démontré ni manifeste que ces dernières aient dépassé le seuil du tolérable, ce d'autant que de telles immissions doivent être supportées en zone agricole. Celles-ci résultaient déjà de l'école autrefois en fonction. En ce qui concerne les atteintes immatérielles, il y a lieu de tenir compte du fait que les tâches cantonales de prise en charge et scolarisation des requérants d'asile ainsi que de l'exploitation du centre doivent être respectées au même titre que celle de la sécurité. Les intéressés critiquent certes la mise en œuvre de ces tâches, mais ils ne font pas valoir que la situation serait devenue menaçante, qu'il y aurait eu des abus envers les habitants, que la criminalité aurait augmenté ou que la sécurité du voisinage n'aurait plus été garantie. S'agissant de la critique des recourants portant sur les « rôdeurs », leurs vagues explications ne permettent de déduire ni la fréquence, ni la durée, ni les circonstances de ces déambulations. Il n'en ressort pas que la présence de requérants d'asile hors du centre ou sur la route le long de l'habitation ait été outrancière sur le plan quantitatif ou qualitatif. Le sentiment de malaise décrit, respectivement le sentiment de situation menaçante, ne reposait par conséquent sur aucun fondement objectif d'un poids suffisant. Dans l'ensemble, il apparaît que la gêne générale n'était certes pas négligeable, mais qu'elle n'a pas atteint une intensité qui aurait dépassé le seuil de l'acceptable.

Contact : Peter Josi, Chargé des médias
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00
Courriel : presse@bger.ch

Remarque : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 11 juin 2019 à 13:00 heures sur www.tribunal-federal.ch :
Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 1C_435/2018.